

Editorial

De la justification de l'existence et du travail des fourmis

«Les volontaires font un super boulot et ça vaut le coup de travailler ici, en Suisse, pour qu'ils puissent continuer». Cette phrase résume à elle seule le voyage que Béatrice, coordinatrice de GVOM, a effectué en mars dernier au Nicaragua et au Costa Rica. Ce furent près de trois semaines intenses de rencontres, d'échanges et de tranches de vie partagées avec les partenaires, les volontaires, les stagiaires et le personnel de la coordination à Managua.

Cette phrase arrive comme une bouffée d'oxygène dans un quotidien où il est de plus en plus souvent difficile d'expliquer, de démontrer le bien-fondé de notre travail et où nous avons l'impression de nous essouffler à force de devoir argumenter et justifier. Exigences accrues des bailleurs de fonds et compétition pour l'obtention de fonds qui touchent de plein fouet nos partenaires, précarisation de la situation économique des gens avec qui et pour qui nous travaillons, volontaires toujours plus souvent confrontés à la violence… Il ne s'agit là que de la pointe de l'iceberg qui pourrait nous amener à renoncer: A quoi bon ?

Oui mais les volontaires font un super boulot. Evidemment, me direz-vous, c'est un travail à toute petite échelle. Oui, c'est un travail de fourmi, mais le monde est peuplé de fourmis et chaque fourmi a sa place dans la construction et l'organisation de la fourmilière.

C. Hétault

Sommaire

Information

Premier cours d'introduction à l'engagement volontaire au Sud



Photo: Sarah Lachat

Pour la première fois, Eirene et GVOM, en collaboration avec la Mission Bethleem Immensee (MBI), ont mis sur pied un «cours d'introduction à l'engagement volontaire», destiné aux candidats au départ et à toute personne intéressée. Il a eu lieu les 11 et 12 avril derniers à Villars-sur-Glâne (FR) et les 9 participants se montrés enthousiastes et satisfaits. La prochaine édition est prévue les 4 et 5 octobre 2008.

Savoir être et savoir faire

L'objectif de ce week-end était d'offrir aux personnes qui envisagent une affectation en tant que volontaire, la possibilité de s'engager en connaissance de cause, c'est-à-dire mieux comprendre le sens d'un engagement et le rôle d'un volontaire au Sud, pour être en mesure d'évaluer leurs forces et faiblesses dans ce contexte et les aider à confirmer ou non leur motivation.

Un programme composé d'apports théoriques, de travaux de groupes et et de jeux de rôles, a permis aux participants de mieux appréhender les enjeux liés à la coopération au développement par l'échange de personnes, et percevoir de manière plus précise le rôle du volontaire sur le terrain, qu'il soit défini par les organisations d'envoi, par les partenaires au Sud, par les bailleurs (la DDC en l'occurrence), ou par le volontaire lui-même.

Des mises en situation (entretiens conflictuels, jeux de coopération, etc.) ont favorisé une prise de conscience quant aux élément liés à l'interculturalité, et en particulier quant à l'importance des compétences relationnelles et humaines (savoir être, écoute, patience, tolérance, etc.) à avoir ou à développer pour garantir une collaboration adéquate avec les partenaires.

Du rêve à la réalité

Le témoignage d'un ancien volontaire en soirée a été l'occasion pour les participants d'échanger sur les préoccupations tant personnelles que professionnelles, et de se projeter très concrètement, pour certains, dans leur future réalité. Un bon moyen de comprendre combien cette réalité peut être éloignée parfois de la représentation que l'on s'en est faite avant le départ, et donc de la nécessité de s'y préparer en restant flexible!

Les échanges ont été nombreux, et les neuf participants ont ainsi pu se faire une idée claire sur la philosophie du volontariat de nos trois organisations et clarifier leurs propres motivations pour un départ comme leurs besoins en terme de préparation. «Chaque jeu de rôle faisait appel à d'autres capacités, ce qui était très instructif. Cela a aussi créé une bonne ambiance entre nous. Le témoignage était aussi un moment fort et un partage de vécu essentiel», raconte l'un d'entre eux. «Le regard croisé des 3 ONGs était très enrichissant. Très bonne synergie!».

Un prochain week-end est d'ores et déjà planifié pour les 4 et 5 octobre prochains, toujours en collaboration entre Eirene, GVOM et MBI. Plus d'informations sur nos sites respectifs.

S. Lachat,
avec la collaboration de M.-L. Vonlanthen, MBI

Prochain week-end, 4 et 5 octobre 2008

Formation

Cours intensif d'atelier de peinture, Espira la Espora

Après avoir pris part aux activités de l'ACCCS, Campagne Costeña Contre le SIDA, en tant qu'enfant et avoir reçu des ateliers de qualifications dans son adolescence, Michael Hammond est maintenant promoteur (depuis 2006), dans les secteurs de prévention «éducation et consommation de drogues». Avec le soutien financier de GVOM, il a pu suivre un atelier de formation à Managua.


Photos: Gabriela Vargas

La Espira sélectionne, au niveau centraméricain, différents jeunes pour participer au cours intensif de peinture à Managua. J'ai donc eu l'honneur d'avoir été sélectionné comme représentant de la côte caraïbe nicaraguayenne. C'était la première fois que la diversité culturelle de la région autonome du Nicaragua était prise en compte.

Ce cours a duré 2 mois. Il m'a permis de renforcer ma thématique de la culture de descendant d'Africain. Des artistes émergents de différentes parties de l'Amérique centrale ont pris part à cet atelier: Moisés Barios du Guatemala, Adrián Arguedas du Costa Rica, Dora Longobahia du Brésil, Aída Ferret du Danemark, Patricia Belli et Raúl Quintania du Nicaragua.
Pour cet atelier, Espira la Espora assumait les frais de voyage, le logement, l'alimentation et un minimum de matériel. Chaque participant devait apporter le matériel de son propre projet. Avec l'aide économique octroyée par GVOM, j'ai pu acheter ce matériel et terminer mon projet à l'Espora ainsi que le suivi de mon processus d'apprentissage artistique. Cet atelier a apporté un changement radical dans ma vie artistique et personnelle. J'ai appris beaucoup de techniques, en particulier le réalisme photographique. Je ne manie pas encore cette technique à la perfection, mais je continue à la pratiquer et ne perds pas espoir de pouvoir prendre part à de futurs ateliers. Cet atelier m'a aussi donné l'occasion de:
- rencontrer plusieurs artistes d' Amérique centrale et de différentes parties du monde.
- de toucher pour la première fois de ma vie, d'utiliser et de connaître d'autres matériaux artistiques.
- d'aborder un peu l'art contemporain et l'art conceptuel, notamment par le biais de l'histoire de l'art et des critiques.

Je suis un jeune avec de grandes aspirations et rêves, mais disposant de moyens très limités étant donné la situation de pauvreté de mon pays, majorée dans mon cas, par le fait que j'appartienne à l'une des ethnies minoritaires de la côte atlantique, zone marginalisée par le reste du pays. J'aimerais ajouter que tout ce j'ai appris va fortifier mon travail comme promoteur de l'ACCCS. Je vous remercie énormément pour votre soutien financier qui a contribué au développement et au renforcement de ma formation artistique.

Michael Hammond
Traduction C. Hétault



Depuis sa formation – que nous avons soutenue à hauteur de 150 dollars – Michael a appliqué les nouvelles techniques apprises avec le groupe de jeunes du projet «drogadicción» qu'il anime.



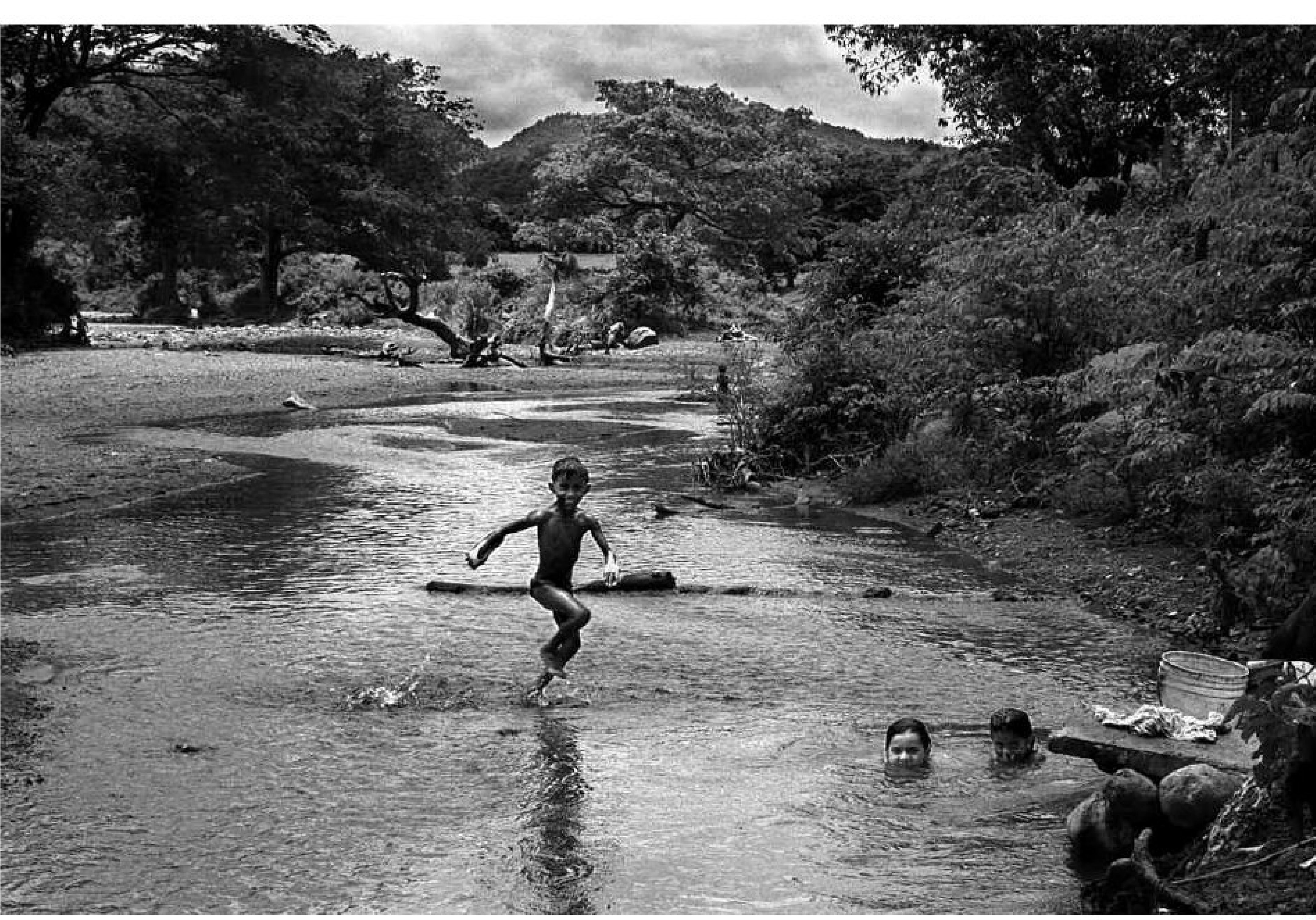
Photo: Sonia Krieg

Avec eux, il a réalisé 3 peintures murales qui embellissent aujourd'hui une rue de Bluefields et qui ont été inaugurées en mars dernier. De plus en plus régulièrement, les volontaires nous sollicitent pour des appuis similaires en faveur de leurs homologues et il nous est aujourd'hui malheureusement impossible de répondre à toutes les demandes. Pourtant, ces coups de pouce sont un excellent moyen de renforcer notre action au Sud ainsi que nos partenariats.
Comme vous avez pu le lire ci-dessus, Michael souhaiterait poursuivre ce cycle de formation. Aidez-nous à lui permettre de retourner à Esteli et à offrir à d'autres partenaires une opportunité semblable.

Merci pour votre don. CCP: GVOM Lausanne 10-20968-7 mention formation

L'eau, un bien universel rationné

Cindy Eggs a passé dix mois au Nicaragua. Elle y effectuait un stage auprès de l'organisation Odesar (www.odesar.org). Durant son séjour dans la région montagneuse de Matagalpa, elle a été directement confrontée à un problème qui affecte une majorité de la population nicaraguayenne: le manque d'eau. Elle témoigne.



Photos: Daniel Caselli

Même si 15% de la superficie du Nicaragua est recouverte d'eau, 48% de la population rurale n'y a pas accès. Les raisons en sont multiples: tout d'abord, la plupart des sources, soit 70%, sont contaminées. Ensuite, la déforestation: 150'000 hectares de forêt sont détruits. Il faut préciser que l'on utilise relativement peu le bois pour faire la cuisine ou dans l'industrie; en fait, la plus grande partie (soit les trois quart) disparait à cause de la «quema». La quema, c'est le bruli, lorsque les locaux brûlent un terrain pour le nettoyer des insectes et des mauvaises herbes et rendre la terre plus fertile. Cette tradition est ancrée dans la mentalité de la population rurale et peu de paysans peuvent imaginer semer le maïs et les haricots sans «quemar» le terrain. A cela, il convient d'ajouter que le tiers des systèmes d'approvisionnement en eau sont vétustes et n'ont pas été adaptés à l'augmentation de population[1]. Le changement climatique, avec pour conséquence la faiblesse des précipitations à certaines époques de l'année, peut être mentionné comme quatrième cause de la pénurie d'eau.

Le rationnement de l'eau est perçu comme le problème principal par les communautés de San Dionisio[2]. La situation est particulièrement précaire au centre du village car l'eau n'y arrive que tous les 24 jours: autrement dit, l'eau coule du robinet durant quelques heures chaque trois semaines. Cela se passe généralement la nuit, ce qui implique devoir se réveiller pour récolter le précieux liquide dans des tonneaux, des seaux et des bidons. Souvent, on ne parvient pas à remplir tous les récipients: il ne coule pas assez d'eau pour assurer l'approvisionnement des sept membres, en moyenne, par famille durant trois semaines. Il est en outre possible que ta maison se trouve à la fin d'une conduite d'eau et que ton voisin ait déjà recueilli beaucoup de liquide si bien qu'il n'en reste plus assez pour toi et ta famille. C'est exactement ce qui arrive à ma famille «nica[3]». D'autres familles ont plus de chance, en particulier celles qui vivent dans le voisinage du maire, car là, l'eau arrive tous les quatre jours.



Pour tenter de dédramatiser la situation, un camion distribue l'eau aux différents ménages. Mais cette mesure ne sert pas à grande chose. Il est fort possible que l'on ne soit pas pris en considération pendant deux ou trois semaines ou alors qu'on ne reçoive qu'un petit jerrycan. Pour résoudre ce problème, la population a créé des comités de l'eau potable. Les buts principaux sont la reforestation des bassins versants, la fin du déboisement et de la «quema» est le but principal. Les comités sont soutenus par les gardes-forestiers officiels et des comités de l'environnement. Ces structures existent depuis plus de dix ans, mais elles s'étaient affaiblies depuis le passage de l'ouragan Mitch en 1998. Aujourd'hui comme hier, il y a des problèmes au sein de l'organisation, parce que certains membres ne travaillent pas de manière efficace. Parallèlement, les dénonciations des violations des lois sur l'environnement n'aboutissent pas: le clientélisme, la corruption et surtout l'appartenance aux partis empêchent une application correcte des lois.

Cindy Eggs

Traduction B. Faidutti Lueber

1 Envio, Revista Mensual de la Universidad Centroamericana (UCA), Managua, 26-30.
2 Communautés du Département de Matagalpa
3 Cindy a été accueillie par une famille nicaraguayenne de San Dionisio durant son stage de 10 mois

Quand il n'y a plus de courant…

Ce texte est tiré du blog de Cornelia Holdereger volontaire à León, (http://cornelia-und-kinder.spaces.live.com/) une ville de la côte pacifique du Nicaragua où le climat est particulièrement chaud. Il retrace la situation de pénurie d'électricité qui a affecté le Nicaragua l'année passée, durant la saison sèche.

Peut-on seulement imaginer ça en Suisse: on appuie sur l'interrupteur, pas de lumière, le ventilateur reste immobile, même lorsqu'il fait chaud, le frigo cesse tout simplement de produire du froid et quand on allume la télé, l'écran reste noir. Oui, c'est vraiment la «cata»; et c'est comme ça chaque jour durant 7 heures, hormis le week-end: León est privée de lumière de 7 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, sauf dans le centre-ville et aux abords de l'hôpital. A Managua, c'est la même chose, de 3 heures de l'après-midi à 10 heures du soir. A León, il arrive même qu'on n'en ait pas non plus durant la soirée. Pas d'électricité, ça signifie aussi pas d'eau car la pompe ne peut pas fonctionner sans courant. Confronté à cette autre difficulté, il vaut mieux être prévoyant et penser à remplir d'eau tous les récipients de la maison.

Et pourquoi en est-on arrivé là? Parce que les différentes génératrices du pays, publiques et privées ne produisent pas assez de courant: elles sont généralement en surproduction ou alors elles sont trop vétustes pour tourner correctement. La majeure partie de la distribution de l'électricité est aux mains d'une entreprise espagnole qui ne parvient pas à mieux répartir l'électricité et l'Etat n'est pas en mesure d'assurer le service minimum qu'il devrait en fin de compte assumer. Ceci explique pourquoi il manque chaque jour 170 megawatts, environ 25% de la consommation journalière. Précisons que 80% du courant est produit à partir du pétrole. Peut-être les entreprises étatiques sont-elles corrompues, mais les entreprises privées n'ont aucun intérêt à améliorer la situation. Vous pouvez aisément imaginer ce que cette pénurie signifie pour les Nicaraguayens qui utilisent le courant au quotidien, dans leur vie et leur travail. (…)

J'attends le retour du «courant à plein temps» dès la prochaine récolte de la canne à sucre: en effet, à partir des déchets de la canne il est produit de l'énergie, de l'éthanol, utilisé pour produire de l'électricité. Jusque là, je vais encore souvent me retrouver à allumer une machine ou une radio qui restera comme morte, à ouvrir un robinet sans que l'eau ne coule. L'homme est un «animal d'habitudes» et je suis très habituée à disposer d'eau et d'électricité à volonté.

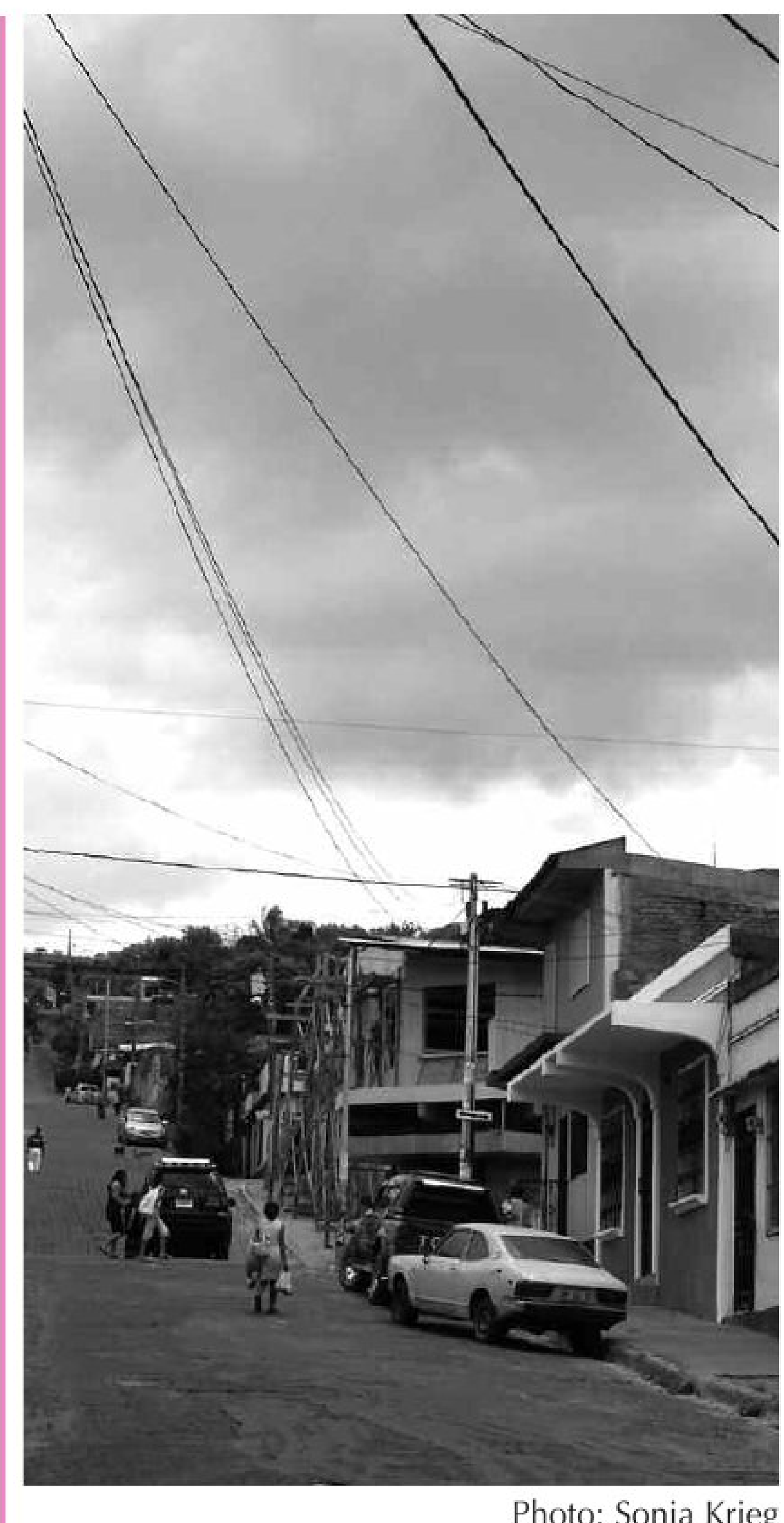


Photo: Sonia Krieg

Cornelia Holderegger
Traduction, B. Faidutti Lueber

Education citoyenne

«Nous étions dans l'obscurité ; le projet nous a apporté la lumière»

Odesar est une organisation de Matagalpa avec laquelle GVOM collabore depuis une quinzaine d'années. En 2006, elle a sollicité l'appui de GVOM pour faire face à différents défis auxquels elle est constamment confrontée; c'est ainsi que depuis 2007, Franziska Pfister contribue au renforcement institutionnel de l'organisation. Soutien aux différentes équipes d'Odesar dans la formulation de projets, collaboration avec la Commission sur la souveraineté alimentaire ou participation au travail d'analyse de projets en cours, telles sont les tâches de Franziska. Elle a récemment procédé à un travail de capitalisation du projet «gobernabilidad» de l'organisation.

Odesar s'investit depuis des années dans le développement municipal, appuyant les populations rurales et urbaines de la région de Matagalpa par de nombreux projets. Quelle est la particularité du projet «gobernabilidad»?

Le projet «gobernabilidad» est un projet pilote qui a débuté en 2006. Il vise à stimuler la participation citoyenne de la population au niveau du Département de Matagalpa en renforçant les Comités de Développement Municipal (CDM) des municipalités de La Dalia, San Ramon, San Dionisio, Esquipulas et Rancho Grande, soit une population d'environ 150'000 personnes. Ce projet doit renforcer l'incidence politique et améliorer la gouvernance démocratique au niveau local.



Photo: Erik Keller

Pourrais-tu en quelque mots expliquer ce que sont les Comités de Développement Municipal ?

Ces comités découlent de l'applica-

tion des lois de décentralisation adoptées à la fin des années 90 et au début des années 2000: loi sur la participation citoyenne; loi sur les municipalités; loi sur les transferts financiers aux municipalités. Pour les municipalités, ces lois ont impliqué plus d'argent et une plus grande autonomie, avec, comme risque inhérent, un désengagement du gouvernement central. Les lois prévoient de nouvelles possibilités, notamment dans le cas de la loi de participation citoyenne, la création d'espaces pour que cette participation s'exprime, se développe et s'organise. En effet, de par la loi, la municipalité (alcaldia) a l'obligation de former un CDM. Ce comité est composé d'organismes inscrits et travaillant dans la municipalité, comme par exemple des organisations telles Odesar, des Eglises, des coopératives, des représentants de ministères, des coopératives, des groupes de femmes, des communautés, des conseillers municipaux, etc… Le maire est le coordinateur du CDM qui est organisé en commissions et tient des assemblées.

Comment a fonctionné concrètement le projet?
Une équipe de facilitateurs d'Odesar voyageait dans les cinq municipalités déjà mentionnées afin de former les membres des CDM et les leaders communautaires. Les formations se faisaient sous forme d'ateliers sur les lois de décentralisation, les droits de l'homme, les questions de genre ou la résolution de conflits.

En voulant apporter à ces communautés rurales une connaissance de leurs droits et du pouvoir qui en découle, le projet «gobernabilidad» touchait à des thèmes éminemment politiques. A-t-il été facile de le mettre en œuvre ou s'est-il heurté à une opposition des autorités?
Comme je l'ai dit, le projet a été lancé en 2006, une année électorale – élections présidentielles -. Tout était politisé et cela n'a pas facilité la mise en œuvre. D'autant plus qu'Odesar travaille avec les communautés de base, en utilisant la méthodologie de l'éducation populaire… Son projet était perçu comme une activité de lobbying politique par certains. Au début, par exemple, les conseillers municipaux de San Dionisio, municipalité libérale (de droite), ont vu le projet d'un très mauvais œil. Odesar a du faire un énorme travail de présentation et d'explication, démontrer que l'organisation travaillait autant avec les Sandinistes qu'avec les Libéraux; que le projet trouvait son fondement dans la loi de participation; qu'il enseignait les lois et leurs droits aux uns comme aux autres… Les conseillers municipaux ont fini par admettre qu'il s'agissait de quelque chose de positif.

Quel est ton rôle dans le projet «gobernabilidad»?
Au début, j'ai apporté mon appui au projet pour l'élaboration des plans opérationnels annuels, c'est-à-dire pour l'élaboration d'un instrument de planification et de publication des réunions des CDM (les réunions du Comité, celles des commissions et celles des assemblées).
Actuellement, je suis chargée de procéder à la capitalisation du projet dans les 5 municipalités où il se déroule depuis deux ans. Par le biais d'ateliers et d'entretiens avec les acteurs locaux du projet, et notamment les leaders communautaires, je tente de découvrir les facteurs externes et internes qui ont influé sur le déroulement du projet. On peut effectivement planifier un projet et au final arriver à un résultat différent de celui qui avait été envisagé. Ce travail d'observation et d'analyse contribue au processus d'apprentissage de Odesar: pour comprendre, pour apprendre et améliorer ses actions de développement, il est primordial pour Odesar de découvrir quels facteurs furent décisifs, et ceux dont il ne faut pas tenir compte.

Pourrais-tu illustrer ce que tu viens de dire par un exemple?
Bien sûr … L'année passée, une leader communautaire impliquée dans le projet a été assassinée à La Dalia. Son ex-gendre l'a tuée parce qu'elle osait réclamer la pension alimentaire pour sa petite-fille que l'homme refusait de verser. Cette femme était une figure respectée au sein de la communauté et son assassinat a causé une vague d'indignation avivée par l'attitude lénifiante de la justice. Les femmes de La Dalia, sensibilisées par le projet «gobernabilidad», se sont mobilisées; elles sont sorties dans la rue pour manifester. Elles étaient conscientes de leurs droits et de l'importance de devoir réclamer ces droits. Il en est résulté un forum organisé par le projet où sont venus celles et ceux qui souhaitaient s'exprimer sur la violence à l'encontre des femmes et la nécessité de l'application du droit. Et c'est à cause de ces événements que la Commission des femmes de La Dalia a véritablement pris consistance. Pour résumer, le projet a certainement eu un impact sur la prise de conscience des femmes, mais l'assassinat de la leader, facteur externe au projet, a eu un effet catalyseur. C'est ce que montre le travail de capitalisation.

Des progrès en matière de participation citoyenne ont-il été observés depuis le lancement du projet ?
Les ateliers et interviews menés au cours du travail de capitalisation ont dévoilé, entre autre, ce qui, avant l'initiation du projet et bien que prévu par la loi, n'avait pas forcément été appliqué ou n'avait pas



Photos: Sonia Krieg



fonctionné: par exemple, le maire d'une municipalité qui avait refusé de créer un CDM ou alors le CDM qui n'avait été composé que de membres de sa famille et était donc non-représentatif et vide de sens. Dans d'autres cas, le CDM avait été constitué uniquement de représentants d'ONG ou d'institutions gouvernementales tel que le ministère de la santé ou de l'éducation et, dans ce cas, qu'est-ce qui peut vraiment changer s'il n'y a pas de participation directe de la population? Les gens nous ont dit: «Eux, c'était des salariés… Ils avaient peut-être un véritable intérêt pour la municipalité, mais ils n'étaient même pas du coin». La participation des leaders communautaires, hommes ou femmes, est indispensable pour assurer un canal de transmission direct entre le gouvernement municipal et les communautés. Leur présence au sein des CDM garantit une meilleure transparence et une meilleure coordination des activités entre le gouvernement municipal, les institutions et les ONG.

Il ressort des interviews que j'ai menées, qu'aujourd'hui, les organisations et les institutions se coordonnent mieux, évitant ainsi de dupliquer leurs activités. On assiste d'autre part à un certain contrôle par les gens des communautés sur le fait de savoir si cela fait sens ou non d'accepter de l'aide. Si, par exemple, un nouvel organisme veut venir dans une municipalité avec l'intention de lancer tel projet dans telle communauté, les gens sont là, organisés, prêts à réagir: «Non ce n'est pas possible, cette communauté est déjà couverte. Il faudrait aller vers telle autre». On assiste alors à une distribution plus juste des services.

Quels autres éléments révélateurs as-tu pu retirer de la capitalisation?

Tout d'abord que l'expérience de travail avec les femmes a été très fructueuse. Comme les femmes ne sont habituellement pas prises en compte, elles s'investissent d'autant plus dès qu'on leur en donne l'occasion. Elles s'organisent, participent, apprennent à défendre leurs droits.

Il est également ressorti que le thème de l'environnement est particulièrement mobilisateur: dans chaque municipalité, il me semble que la commission qui fonctionne le mieux c'est la Commission environnementale. Les gens se sentent très directement concernés par la protection de leur environnement. Ils ne comprennent pas pourquoi, par exemple, une personne riche et influente aurait des passe-droits, comme le «droit» de couper des arbres lorsque c'est interdit, alors qu'un homme pauvre devrait payer une amende pour la même infraction.

Le travail de capitalisation a également démontré qu'il faut pénétrer dans les communautés de façon neutre. Le facilitateur d'Odesar doit veiller à ne pas politiser les thèmes sinon tout se bloque.

Il est également primordial de travailler avec la base. C'est très important de travailler avec le CDM, mais c'est insuffisant: il faut travailler avec les femmes et les hommes leaders des communautés et les aider à intégrer le CDM. Travailler avec les gens, c'est plus démocratique et plus durable. A présent, par exemple, on observe que les leaders prennent plus aisément la parole dans les CDM. Ils n'hésitent plus comme avant à s'exprimer devant les maires. Il y a ainsi plus de participation, plus de discussion.

Les personnes interviewées ont témoigné combien elles apprécient ce type de projet qui leur permet de s'autonomiser, même si, au début, elles ont eu l'impression de ne rien recevoir. Au lancement du projet, bien des gens pensaient que Odesar allait leur apporter quelque chose de matériel… Au fur et à mesure de leur implication dans le projet, les leaders ont appris à connaître leurs droits, recevant ainsi quelque chose d'impalpable. Au cours d'un entretien, une femme m'a fait cette confidence qui m'a beaucoup touchée: «Nous étions dans l'obscurité; le projet nous a apporté la lumière».

Propos recueillis et traduits
par B. Faidutti Lueber



Photos: Sonia Krieg

BAT Bourse à Travail

Témoignage

Pamela Vallat témoigne de son expérience à la Bourse à Travail.

Je m'appelle Pamela Vallat , d'origine camerounaise et je suis une des migrantes qui a reçu de la Bourse à Travail, le certificat de «Femme de ménage-Nettoyeuse» le 1er avril 2008. J'ai suivi cette formation théorique et pratique du 30 octobre 2007 au 14 mars 2008 et j'ai obtenu mon certificat avec «succès». Ayant des animatrices formatrices telles qu'Ester Gobet et Pascale Kohli qui sont de tout leur cœur à la disposition des personnes migrantes, je ne pouvais m'abstenir de poursuivre cette formation jusqu'au bout et même en venant depuis La Chaux-de-Fonds, j'étais toujours à l'heure. Grâce au service ménage de la BAT et à ces dames très compréhensives et généreuses, je travaille maintenant comme femme de ménage chez des personnes privées comme toute personne intégrée.
Actuellement, afin d'acquérir des connaissances de base sur la santé, je suis les cours de «Santé-Français» de la BAT qui me préparent à la formation «d'auxiliaire de santé à la Croix Rouge Suisse».
Je ne cesserai de remercier la Bourse à Travail et je leur souhaite une bonne continuité et que les personnes, sociétés et le gouvernement suisse les aident à obtenir des fonds pour le suivi de l'Association.

Pamela Valat



Extraits du rapport d'activité 2007

1. Entretiens individuels: 334 personnes en ont bénéficié; le 85 % sont des femmes

Ces entretiens permettent aux personnes migrantes de parler de leurs expériences de travail et de leur vie; de s'inscrire aux divers cours et formations; de connaître d'autres organisations susceptibles de répondre à leurs attentes et enfin de bénéficier d'un appui pour la recherche d'emploi. Ces entretiens permettent également aux animatrices d'identifier les besoins, les motivations et les capacités professionnelles de ces personnes ainsi que leur adaptation au marché du travail, puis de les guider dans divers ateliers ou vers d'autres organisations susceptibles de les aider.

...

8. Buffet exotique

Par le «bouche à oreille», certaines associations entendent parler des buffets exotiques que nous organisons parfois. Les participantes à nos cours de cuisine ont ainsi l'occasion de faire découvrir et apprécier la cuisine de leur pays d'origine.
Le 25 janvier nous avons organisé un buffet pour plus de 200 personnes lors de la «Journée nationale de réflexion scientifique sur les nouvelles réalités de la filiation». Le 21 avril un buffet a été préparé à la Frat' (CSP Vaud) pour environ 70 personnes à l'occasion de la soirée organisée par LIEGE et traitant de questions féminines. Le 4 juin nous avons organisé un autre grand buffet puis nous avons mis sur pied, le 28 novembre, au Collège de Villamont un buffet pour 390 personnes. C'était l'occasion de faire découvrir aux enseignants aussi bien qu'aux élèves les richesses de la cuisine étrangère.
Le 15 décembre, nous avons organisé le dernier buffet de cette année 2007 à l'Aula Cèdres, à l'occasion du «Symposium Appartenance-FEEL». Plus de 120 personnes ont dégusté les spécialités exotiques.
Le rapport complet est à disposition auprès de BAT 6, rue Curtat 1005 Lausanne couriel: **bat.pv@freesurf.ch**

Aujourd'hui la crise alimentaire touche 37 pays dont certains étaient auto-suffisants hier.

Et demain ... Point d'?



Sarah Lachat et Jérôme Strobel
Bd Pont d'Arvre 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM
Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél: 026 475 56 14
www.gvom.ch
CCP: GVOM
Lausanne 10-20968-7

Cotisation annuelle: Frs 20.-

BAT
Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15

Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch
CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, C. Hétault
Ont participé à ce numéro: **Textes**: C. Hétault, S. Lachat, M.-L. Vonlanthen, M. Hammond, C. Eggs, C. Holderegger, P. Vallat, B. Faidutti Lueber, G. Zbaeren. **Photos**: M.-A. Monard, S. Lachat, E. Keller, D. Caselli, S. Krieg, G. Vargas, BAT
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch